# Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 41, Numéro 7 > Octobre 2014 > www.droitdeparole.org

#### Par Nathalie Côté

La manifestation du 11 octobre dernier à Cacouna a rassemblé plus de 2 000 personnes venues de partout au Québec pour dénoncer la construction du port pétrolier de TransCanada. C'est dans ce lieu que se reproduisent les bélugas, ces baleines blanches sont une espèce menacée d'extinction.

Simon Côté, porte-parole de Stop-Oléoduc Rimouski, est convaincu: «Je veux dire à nos adversaires: Sachez que maintenant l'énergie de milliers de citoyens va se concentrer de plus en plus dans la résistance. Au Québec, la société civile se tient debout.»

Une injonction de la Cour supérieure du Québec a interrompu les travaux au port de Cacouna jusqu'au 16 octobre. Les militants écologistes et les citoyens demandent que le gouvernement québécois prolonge l'interruption des travaux pour protéger les bélugas, toujours en période de reproduction.

Il existe bel et bien une mobilisation citoyenne contre le transport du pétrole des sables bitumineux sur le territoire québécois. Qu'il se fasse par pipeline, par bateau ou par train. Ce rassemblement est aussi le témoignage d'un désir de passer aux énergies vertes et de sortir du pétrole.

#### Appel à la désobéissance civile

Face aux politiciens et aux politiciennes qui ne défendent pas le bien commun, plusieurs personnes présentes à Cacouna ont parlé de la nécessité de passer à la désobéissance civile. La foule de deux milliers de personnes a d'ailleurs chaudement applaudi Alissa, une des quatre activistes qui s'est enchainée le 4 octobre dernier aux portes de la compagnie Suncor à Montréal pour dénoncer l'inversion du pipeline 9B d'Endbrige qui transporterait du pétrole de l'Alberta jusqu'à Montréal.

La jeune militante a souligné que «ce genre d'action ne peut se faire sans équipe de soutien. Chacun a quelque chose à faire dans cette lutte. Faire la cuisine pour la personne qui se fait enchainer est aussi important.»

Comme le souligne Martine Chatelain d'Eau Secours: « Chacun de vous compte. On peut changer les choses, parce qu'on est plus fort ensemble. On ne va pas cesser de combattre Harper. Et c'est peut-être les bélugas qui vont nous sauver. Ils (les politiciens et le lobby du pétrole) nous disent: on a besoin de pétrole. On n'a pas besoin de pétrole! Mais c'est d'eau qu'on a besoin pour vivre. (...) Goute après goutte, on va faire une vague, on va faire un tsunami.»

Pour la porte-parole de Greenpeace, tous les moyens d'action seront utiles : «on dit que c'est radical (la désobéissance civile), mais tuer des espèces animales n'est pas radical?»

### Les lobbys du pétrole sont-ils des amis des libéraux?

«Je suis consterné de voir les positions de notre gouvernement», s'indigne Martin Poirier porte-parole de l'organisation Stop-Oléoduc, quand je vois Heurtel (le ministre de l'Environnement et des

### Cacouna contre le pétrole bitumineux

# Ils sont puissants, nous sommes nombreux



La marche à Cacouna du 11 octobre était un évènement hautement politique qui a donné de la force aux personnes présentes pour continuer la lutte. PHOTO NATHALIE CÔTÉ

### **Actualités**

#### Suite de la une

changements climatiques et du développement durable) se comporter comme un lobbyiste de TransCanada, quand je vois que le premier ministre Couillard devient un promoteur de TransCanada.»

Il y a matière à indignation, en effet, lorsque l'on constate qui sont les alliés des libéraux. Dans un texte paru le 13 octobre dans le journal web Ricochet, Gabriel Nadeau-Dubois révélait les liens entre du gouvernement libéral et Philippe Cannon, l'actuel porte-parole québécois de la compagnie TransCanada.

Il rappelle que Philippe Cannon a été «candidat libéral en 2007, il a été chef de cabinet de deux ministres libérales et attaché de presse de Line Beauchamp lors de son passage au ministère de l'Environnement. Aujourd'hui, il agit officiellement à titre de lobbyiste et de porte-parole pour TransCanada, une entreprise privée qui cherche à obtenir une autorisation auprès de ce même ministère.» Depuis la parution du texte de Gabriel Nadeau-Dubois, Cannon a été promu à la direction d'Énergie Est et Tim Duboyce, un ancien de CBC, le remplacera aux communications.

#### L'ancienne ministre de l'environnement, Martine Ouellet, huée

Mais le Parti libéral n'est pas le seul à blâmer. À la fin de la manifestation du 11 octobre, la parole a été donnée aux élus. Ils ont livré des discours partisans, comme on pouvait s'y attendre. Un moment fort a certainement été, lorsque Martine Ouellet, députée de Vachon et ancienne ministre

de l'Environnement sous le gouvernement québécois, a dit à la foule que le Parti québécois a toujours été contre ce projet d'exportation des sables bitumineux. Les gens sont demeurés sceptiques, se souvenant certainement de l'adhésion du Parti québécois, en commission parlementaire en décembre 2013, à l'inversion du pipeline 9B d'Enbridge.

Mais surtout, la foule lui a rappelé une des erreurs monumentales de son parti en scandant «Anticosti! Anticosti!», troublant son discours. Par la suite, le député du NPD, François Lapointe, a annoncé que son parti tente de faire adopter une motion en chambre à Ottawa contre la construction du port pétrolier de Cacouna. Pour sa part, Françoise David, de Québec solidaire, n'a pas hésité à dire: «s'il faut ressortir les casseroles, on les ressortira!»

### L'offensive des pétrolières vient de toutes parts

À l'heure où il faut lutter contre les changements climatiques, les dirigeants et les compagnies de pétrole et leur lobby continuent coute que coute à vouloir accélérer le développement du pétrole et son exportation. Cette accélération est manifeste dans l'offensive qui vient de toutes parts.

En plus de l'insistance de TransCanada à procéder le plus rapidement possible à ses travaux, des superpétroliers ont déjà commencé à faire de l'exportation de pétrole bitumineux via le port de Sorel-Tracy. Un projet de port d'exportation dans la Baiedes-Chaleurs en Gaspésie pourrait aussi voir le jour. Sans parler du projet de Québec, comme le révélait Le Soleil, le 14 octobre.

Ces superpétroliers, qui veulent faire du fleuve St-Laurent une autoroute du pétrole, sont très polluants, en plus des dangers de déversements. De plus, comme le relatait le scientifique Émilien Pelletier, dans Le Devoir le 11 octobre dernier: «il existe un autre risque qui n'a fait l'objet d'aucune évaluation: les eaux de ballast. Les navires doivent transporter dans leurs flancs des quantités importantes d'eau lorsqu'ils ne sont pas chargés. Cela leur permet de maintenir leur équilibre. Dans le cas d'un pétrolier, ce volume peut atteindre 60 000 tonnes.

Mais cette eau, déchargée au moment de charger du pétrole, peut provenir de n'importe quelle région du monde, notamment de ports lourdement contaminés, par exemple en Asie.»

#### Il faut hurler

Les sables bitumineux, c'est de notoriété mondiale, sont les plus polluants de la planète et ils contribuent à l'accélération des changements climatiques actuels. Y résister, c'est refuser de faire de nous des porteurs de pétrole, le long du St-Laurent et c'est défendre la réserve d'eau potable de 40% des Québécois. Les projets de construction de pipelines, ceux de *Keystone-XL* aux États-Unis et de *Northen Gateway* en Colombie-Britannique, ont été suspendus grâce à la mobilisation citoyenne, à celle des écologistes et des autochtones.

Tel que l'écrit Susan George dans son essai *Leur crise, nos solutions*: « Pourrionsnous, s'il-vous-plait cesser de parler des « générations futures? Avec les changements du climat, nous parlons de notre



Des manifestants devant la Baie de Cacouna.

PHOTO NATHALIE CÔTI

propre génération, ici et maintenant. Nous devrions d'ailleurs cesser de parler. Il faut hurler, jusqu'à présent, les dirigeants ne nous ont pas entendus.»

Pour la suite de la résistance à la construction du port pétrolier de Cacouna, suivez les activités du groupe Stopoléoduc, Capitale-Nationale.

26 octobre: manifestation à Sorel-Tracy contre les sables bitumineux à 13 heures.

À lire, l'excellent numéro d'octobre-novembre de la revue À Babord, Changements climatiques, l'urgence d'agir!

### LA PENSÉE DU MOIS

Dans les universités nord-américaines, la performance au football tend à varier de façon inversement proportionnelle à la performance académique. Autrement dit, les universités poches ont habituellement les meilleures équipes de football. (M.B.)

### IL FAUT DÉFENDRE LA CLINIQUE SANS RENDEZ-VOUS, RUE MONTMAGNY

Depuis le printemps dernier, l'avenir de la section sans-rendez-vous de la clinique médicale Saint-Vallier est incertain. Pour qu'elle puisse poursuivre ses activités, l'Agence de santé et des services sociaux de la Capitale-nationale devrait s'engager à poursuivre son financement en lui accordant les budgets nécessaires. Cette clini-

que joue un rôle important en participant à désengorger les urgences des hôpitaux de Québec.

Pourquoi déménager? C'est comme changer quatre trente sous pour une piastre. Les services seront transférés ailleurs. Pourquoi déposséder les gens de Saint-Sauveur et de la basse-ville d'un autre ser-

vice de proximité? Pour les gens qui n'ont pas de voiture, les personnes âgées et les plus pauvres du centre-ville, cette clinique joue un rôle essentiel.

Selon nos sources, c'est à partir du 1er décembre, en principe, que les services seraient transférés, le bail de la section sans rendez-vous étant échu. Mais cela n'est pas irréversible! Des solutions existent. Il suffit d'un engagement de l'Agence de santé. Si nous ne faisons rien, nous allons perdre cette clinique.

Pour commencer, signons cette pétition que le Comité Sans rendez-vous fera parvenir à l'Assemblée nationale d'ici le 10 novembre 2014.

PETITION	

### SAUVONS LE SANS RENDEZ-VOUS DE LA CLINIQUE MÉDICALE SAINT-VALLIER

nous demandons a l'Agence en Same et ser	vices sociaux de la Capitale-nationale, amsi qu'au ministre de la sante du Quebec, de conserver i actuelle cimique sans rendez-vous sise à la cimique sant-
Vallier, rue Montmagny. Cette clinique est u	in service de santé de proximité essentiel pour le quartier et pour toute la basse-ville. Cette fermeture annoncée est une attaque contre les plus pauvres!
Nom	Adresse

Faites signer vos contacts et le voisinage. Photocopiez cette page! — Déposez cette pétition avant le vendredi 7 novembre: Comité Sans rendez-vous, Journal Droit de parole, 266, rue Saint-Vallier Ouest.

### **Droit de parole** Droit de parole a comme

266, rue Saint-Vallier Ouest Québec (Québec) G1K 1K2 418-648-8043 info@droitdeparole.org

**www.droitdeparole.org** Retrouvez *Droit de parole* sur Facebook objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. Droit de Parole n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Dépôt légal: Bibliothèque
Nationale d'Ottawa, Bibliothèque
Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2º classe
Nº 40012747
Tirage: 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans

les quartiers du centre-ville.

Disponible en présentoirs

Équipe du journal: Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les AmiEs de la Terre de Québec, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin, Richard Amiot Coordination: Nathalie Côté Coollaboration spéciale: Renaud Pilote, Malcolm Reid, Nicolas Phébus

Photos: D-Max Samson,
Nathalie Côté
Illustrations: Malcolm Reid,
ec, Marc Boutin
Révision: Lynda Forgues
Design: Martin Charest

Révision: Lynda Forgues
Design: Martin Charest
Webmestre: La collective Nalyn
Imprimeur: Les travailleuses et les
travailleurs syndiqués de Payette
et Simms inc.



Centre Durocher

Octobre 2014 Droit de parole 3

### La Ville s'acharne à vouloir construire à la mauvaise place, un projet socialement utile

**Par Marc Boutin** 

Dans une conférence de presse que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a tenu au TamTam café le 24 septembre dernier, la porte-parole Véronique Laflamme a tenu à préciser que la notion de droit au logement comprenait beaucoup plus que le fait de réclamer « un toit » à un prix raisonnable.

Font aussi partie du droit au logement, l'accès à des services de proximité, à des espaces verts et à des lieux de loisirs mais aussi le fait de vivre dans un quartier démocratiquement vivant, où le citoyen a un mot à dire sur l'avenir et le développement de son milieu et où il est possible de s'enrichir culturellement avec des lieux prévus à cet effet.

En d'autres mots, pour ceux et celles qui font de la lutte à la pauvreté une priorité, la richesse collective est tout aussi importante que la richesse privée et la perte d'un équipement public et communautaire dans un quartier populaire contribue à l'appauvrissement de tous.

Le logement social répond à un besoin dans Saint-Sauveur. Tout le monde en convient, y compris les opposants à la démolition du Centre Durocher. Mais si on veut combattre la pauvreté, il faut commencer par protéger, conserver et enrichir le patrimoine public des quartiers populaires. Or, dans Saint-Sauveur, le Centre Durocher fait partie de ce patrimoine.

Le parc sur lequel il est situé est plus qu'un parc. C'est une place publique, la place publique centrale du quartier, le lieu idéal pour un équipement collectif et non pour un équipement de location privé que ce dernier soit de type condo ou de type logement social. Il y aurait là, inévitablement, une forme de privatisation d'un espace public.

La Ville veut faire croire qu'il y a une surabondance d'équipements communautaires dans Saint-Sauveur. Il est vrai que Saint-Sauveur est bien équipé en centres de loisirs mais, en revanche, le quartier est sous équipé culturellement. Le Centre Durocher est tout désigné pour remplir la carence en équipement culturel et ce, à un coût moindre que celui de sa propre démolition.

La Ville s'acharne, malgré la volonté collective, à vouloir démolir pour construire un projet socialement utile à la mauvaise place, un projet de logement social qui pourrait utilement voir le jour ailleurs.

### Assemblée publique: un NON presqu'unanime à la démolition

**Par Marc Boutin** 

Une soirée de consultation sur l'avenir du Centre Durocher a enfin eu lieu le 24 septembre dernier. Une quarantaine de personnes étaient sur place au centre Edouard-Lavergne et toutes celles qui se sont présentées au micro, sauf une, ont manifesté leur désaccord quant à une démolition éventuelle de l'édifice.

Il s'agissait de la première occasion pour le grand public de donner son opinion sur : comment voyez-vous l'avenir du Centre Durocher situé rue Carillon?

Depuis plus de cinq ans, des discussions se déroulent à huis-clos sur l'avenir de ce centre communautaire entre la Ville et la direction même du Centre. Sans consulter les principaux intéressés, on en est venu à la conclusion qu'il devait être démoli vu la présence d'amiante dans les murs et du prix élevé d'une rénovation.

### Au micro, on a pu entendre...

1- qu'il existe plusieurs emplacements dans Saint-Sauveur mieux adaptés à la construction de logement sociaux que le terrain du Centre Durocher (comme le terrain de l'église Saint-Joseph, le stationnement coin Carillon et Saint-Vallier qui appartient à la Ville).

2- que la question de l'amiante n'était qu'un prétexte pour démolir, la Ville étant bien au courant que l'amiante ne nuisait à personne, puisque la Ville laissait encore et depuis toujours les enfants du CPE et d'autres groupes passer leurs journées à l'intérieur du centre
3- que le patrimoine immobilier à vocation publique de Saint-Sauveur n'était pas respecté (églises Saint-Joseph et N.D.-de-Grâce, centre Durocher) comme il est respecté ailleurs

**4-** que le quartier n'a aucune succursale de la bibliothèque municipale alors que Limoilou en a déjà trois et que le Centre Durocher serait un endroit idéal pour en abriter une

**5-** que le Centre Durocher avec sa tour d'architecture Art Déco a une valeur patrimoniale évidente

**6-** que l'édifice qu'on projette de construire à la place du centre ne respecte ni le zonage, ni le gabarit du quartier (on envisage un édifice de 5 ou même six étages), etc.

Il était surprenant de constater que personne ne s'est pointé à l'assemblée publique du 24 septembre pour défendre la position de la Ville. La soupe démocratique se réchauffe pour les partisans de la démolition. Ils se rendent compte à l'évidence que le point de vue qu'ils défendent n'est pas du tout populaire en Basse-Ville et plus particulièrement dans le quartier Saint-Sauveur.

### Une histoire d'attachement

**Par Lynda Forgues** 

En juin dernier, l'assemblée générale annuelle du comité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Sauveur (CCCQSS) demandait à l'unanimité l'organisation d'une assemblée publique sur la question du Centre Durocher.

Cette conscientisation sourdait après huit mois de travail intense de la part de deux citoyennes au sein du Comité de sauvegarde du Centre Durocher, un petit groupe sans aucun moyen, mais avec beaucoup de cœur et l'énergie du désespoir.

L'AG faisait remarquer que les premiers concernés, les gens du quartier, n'avaient été ni consultés, ni informés sur la cession et la transformation du Centre Durocher, pas plus que sur le projet de démolition.

### Assemblée publique

Cette assemblée publique s'est tenue le 24 septembre, un véritable exercice de démocratie participative, au cœur de la mission même du CCCQSS, et rassembla une quarantaine de personnes. Au début, deux administrateurs du futur projet Habitations Durocher, aussi ex-membres du CA du Centre Durocher, se sont présentés, mais lorsqu'ils ont appris qu'ils n'auraient pas plus de droit de parole que les autres citoyen-nes présents, ils sont repartis. Il n'y avait là aucun membre du Conseil de quartier de la Ville non plus.

Les initiatrices du Comité de sauvegarde étaient là. D'abord furieuses de voir que le CCCQSS avait invité Chantal Gilbert à venir vendre sa salade pro démolition à cette assemblée, elles ont finalement participé, la conseillère d'Équipe Labeaume ne s'étant judicieusement pas présentée.

Ce qui est d'abord ressorti le plus de cette soirée c'est la grande pénurie d'informations. Pour pallier ce manque, tel que demandé par l'assemblée générale de juin, un document explicatif, avec un historique complet, était fourni aux personnes, qui ont toutes montré un immense attachement envers le centre communautaire voué à la démolition. Nous pouvions aussi nous rendre compte que des idées et des solutions, ça ne manquait pas dans le quartier, pour peu qu'on veuille les entendre et les prendre en note. Des gens du quartier se sont étonnés que le Comité de sauvegarde et le CCCOSS ne «semblent pas ramer ensemble». Finalement, les gens furent invités à devenir membres du Comité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Sauveur, et à se présenter à l'assemblée générale d'orientation (AGO) la semaine suivante, le 30 septembre

#### Assemblée d'orientation

La salle du 301 rue Carillon était pleine à craquer; on manqua même de documents pour quelques personnes. Quatre ateliers étaient prévus dont un sur les services de proximité. Les gens étaient invités à proposer diverses résolutions devant orienter le travail du Comité pour 2014-2015, et compléter le Plan d'action.

En plus de la proposition pour sauver la clinique sans rendez-vous adoptée en plénière, une proposition sur le Centre Durocher fut débattue, amendée, puis adoptée à l'unanimité, et elle se lit comme suit: «Dans le cadre de notre lutte pour la préservation des services de proximité, que le Comité travaille à préserver la vocation publique et communautaire du Centre Durocher et idéalement, à la conservation du bâtiment.»

### Maintenant, que faire?

Comme l'assemblée a aussi adopté que le Comité réponde mieux aux besoins des personnes qui souhaitent s'impliquer dans l'organisme, est-ce que cela veut dire que les citoyennes et citoyens qui se présenteraient pour travailler bénévolement dans le dossier du Centre Durocher devraient être bien accueillis? Si cela vous intéresse, gens du quartier, présentez-vous au 301 Carillon. Il faut se mobiliser, nous les gens du quartier, pour faire changer les choses. Sinon, que pouvons-nous attendre de la Ville envers nous? Le conseil de quartier n'est plus ce qu'il était lors de sa création par un parti de rassemblement populaire, il faut le comprendre. Ces organes ne servent plus désormais qu'à servir la soupe municipale aux quelques citoyens présents et nous faire croire que la démocratie fonctionne efficacement.

### De la démocratie, pas de la charité

Le maire Labeaume préfère emmener les gens d'affaires dans un tour guidé chez les pauvres, plutôt que de consulter la population sur ce qui la concerne. Nous ne voulons pas de charité *mossieur* le maire! Nous voulons ce à quoi nous avons droit, nous exprimer sur notre avenir, que vous le vouliez ou non.

# Les Oblats ont-ils été trahis?

Par Nathalie Côté et Marc Boutin

Une citoyenne récemment impliquée dans le Comité de sauvegarde du Centre Durocher a fait des recherches au Registre foncier de la Ville sur les contrats de vente de l'édifice.

En 1947, la Ville de Québec cédait le Centre Durocher aux Oblats de Marie Immaculée. Dans le contrat de cession on peut lire des trucs intéressants du genre: «...le centre sera dirigé par les Missionnaires Oblats. Ils y établiront et maintiendront une bibliothèque à l'usage du public, laquelle pourra plus tard être affiliée à l'Institut Canadien...»

Les nobles intentions de la Ville sous l'administration du maire Lucien Borne semblent avoir disparues des écrans radar de l'administration actuelle.

En 1979, les Oblats cédaient à leur tour l'édifice pour la somme nominale de 1\$ à la Corporation du Centre Durocher et ce, sous certaines conditions.

Une de ces conditions voulait que la corporation poursuive l'œuvre des cédants (les Oblats) et donc utiliser «les immeubles acquis pour des fins paroissiales, soit l'établissement et l'administration d'un centre communautaire ou de loisirs ». Une autre condition dans le même contrat stipule que: «Le cessionnaire (c.a.d. la corporation) s'engage à maintenir et à administrer DANS LES LIEUX CÉDÉS un centre communautaire ou centre de loisirs.»

La corporation du Centre ne pouvait donc pas, sans trahir les clauses de son contrat avec les Oblats, transférer dans un autre immeuble, soit le centre Mgr. Bouffard, les activités communautaires du Centre Durocher.

Dans sa récente transaction avec Action-Habitation, la corporation du Centre Durocher a-t-elle respecté les conditions de la cession par les pères Oblats? Il semble que non.

D'ailleurs, sur la base de ces révélations, soit le non-respect des clauses de 1979, le Comité de Sauvegarde du Centre Durocher s'interroge sur un possible recours collectif visant l'annulation de la plus récente vente (printemps 2014) du Centre au groupe Action-Habitation. Les Kurdes veulent des armes et notre solidarité

# Kobanê assiégée

Par Nicolas Phébus

Les combattantes kurdes des Unités de protection des femmes (YPJ) ont fait irruption dans notre imaginaire, et à la Une de La Presse, le 30 septembre dernier. Ces femmes courageuses défendent farouchement, au moment d'écrire ces lignes, la ville de Kobanê, symbole fort d'une profonde révolution démocratique, contre les assauts des djihadistes fanatiques du groupe État Islamique (EI).

#### Révolution au Kurdistan syrien

Kobanê, parions que personne ou presque n'en avait jamais entendu parler, est une petite ville kurde de 45000 âmes du nord de la Syrie située tout près de la frontière turque. C'est la capitale régionale du Kurdistan syrien, la région de Rojava, qui compte trois cantons. Jusqu'au mois de juillet 2012, les Kurdes de Syrie vivaient une oppression nationale brutale. L'enseignement de leur langue était interdit, les enfants se faisaient battre s'ils la parlaient à l'école, leur région de peuplement traditionnel était soumise à une politique d'arabisation (colonisation) et leur économie essentiellement confinée à l'agriculture. Tout cela a basculé avec l'effondrement du régime syrien et la guerre civile.

Le Parti de l'union démocratique (PYD), un parti kurde syrien, a profité de la guerre civile pour remplir le vide politique, déclarer le Rojava «région démocratique autonome» et lancer une expérience démocratique avancée basée sur l'égalité homme-femme, la laïcité, l'égalité des langues et des nations, le respect des droits sociaux, économiques et culturels de tous et de toutes, un développement économique respectant l'environnement et la socialisation de toutes les terres, édifices et ressources naturelles.

Une milice d'autodéfense, les Unités de protections du peuple (YPG) a été formée pour protéger le Rojava; les YPG sont mixtes, les unités féminines (YPJ), qui ont leurs propres baraquements et commandement, forment environ le tiers des troupes. Face aux autres forces armées en présence, notamment celles de l'ancien régime, les YPG kurdes appliquent une politique de «ni guerre, ni paix ». Ainsi, les YPG n'interviennent que si le Rojava est attaqué et elles n'interviennent pas en dehors du Kurdistan, par exemple elles sont allées prêter main forte aux peshmergas du Kurdistan irakien l'été dernier.

#### L'assaut criminel de l'EI

Depuis juillet 2014, les djihadistes de l'El essaient de conquérir le Rojava ce qui leur permettrait de contrôler une large portion de la frontière avec la Turquie. L'El veut instaurer un Califat couvrant au minimum de larges portions de l'Irak, de la Syrie, de la Turquie et du Liban. Son projet social et politique est une théocratie patriarcale, intégriste et moyenâgeuse. Le groupe est accusé de crimes contre l'humanité, notamment contre une minorité religieuse kurde, les Yésidis. On ne peut imaginer deux adversaires plus irréconciliables.

Depuis le 16 septembre, donc, Kobanê est assiégée par l'EI. Pour la communauté internationale, l'affaire est entendue, la ville est condamnée et va tomber très rapidement. Pourtant, la résistance kurde est acharnée; au moment d'écrire ces lignes, la milice kurde repousse les assauts djihadistes depuis un mois. Les YPG demandent des armes anti-char et l'ouverture de la frontière pour recevoir des renforts de ses alliés du Kurdistan turc. L'ennui c'est que le PYD est affilié au PKK, un parti qualifié de terroriste par la communauté internationale à cause de sa lutte de 30 ans en Turquie. Or, sans armes pour la résistance kurde, c'est l'espoir de la «région autonome démocratique» de Rojava qui risque de mourir.



Combattantes kurdes des YPJ.

PHOTO COURTOISIE



ILLUSTRATION MALCOLM REID

Jeudi, 18 septembre 2014

# **Bonny Dundee**

Par Malcolom Reid

Quand j'ai appris, jeune homme, que l'Écosse avait été sous le règne d'un roi qui s'appelait Malcolm Premier – suivi par Malcolm II, Malcolm III, Malcolm IV – c'était ben fait pour ma gueule... fallait être patriote écossais.

Jeudi le 18 septembre 2014, l'Écosse a voté sur son indépendance. Le bar L'AgitéE, à Québec, a fait une soirée référendum. Je me pointe. La gang du bar sympathise très fort, mais comprend peu ce que disent les gens à BBC Scotland. Alors on jase! «L'Ecosse a

toujours été le château-fort de la gauche dans la Grande-Bretagne, dis-je. Mais c'est la découverte du pétrole dans la Mer du Nord qui a encouragé l'indépendance.» Ma voisine de table, une militante de Rose du Nord, dit: «Ah? Alors je suppose qu'ils seraient pour nationaliser ce pétrole?» Qui connaît la bonne réponse à sa question?

Une nouvelle arrive: Dundee, ville ouvrière sur la Mer du Nord, a voté OUI. Un immense youppi lève dans le bar. Et dans la déception du vote de 55% pro-NON, je pars, sur la rue Dorchester. En fredonnant Bonny Dundee.

#### Droit de parole Adhésion ou abonnement Adresse: Téléphone : Courriel: L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE 20\$ Abonnement individuel Abonnement institutionnel 40\$ Abonnement de soutien 50\$ DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOUR Adhésion individuelle 10\$ Adhésion individuelle (à faible revenu) 5\$ Abonnement et adhésion individuels 25\$ Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à:

Journal Droit de parole - 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2

418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

# Naomi la non-découragée

Par Malcolm Reid

Naomi Klein vient de publier un nouveau livre. Une troisième grande enquête sur le monde, ses peuples, leur survie.

Cette fois, son sujet c'est le climat de notre planète. *This Changes Everything* dans le sens de: Le climat change? Alors tout change.

Et quand Naomi Klein écrit, le mouvement altermondialiste écoute.

La tradition c'est que les Canadiens et les Québécois écoutent les penseurs de l'Europe, et essayent d'adapter leur pensée à nos problèmes. Mais le monde change. Il se décentralise. Canadiens-anglais et Québécois sont maintenant dans le débat. David Suzuki et Naomi Klein seraient des exemples.

Devant le monde, le Canada apparaît souvent comme un pays de droite, anti-écologique. Mais nous avons une autre face, une face très écologiste. Stephen Harper, fin stratège, règne, mais il règne sans avoir la majorité des électeurs derrière lui.

Klein écrit pour un public international, et ne souligne pas toujours sa Canadianité. Sur place, nous avons le problème de ce gouvernement pro-pétrole. Comment le défaire? Les forces conservatrices sont unies, les forces de l'opposition sont divisées. On peut chercher des idées d'entente électorale ou de coalition. Néo-démocrates, libéraux, verts, Bloc Québécois: tous ces partis tiennent à continuer leur existence. Mais les citoyens pourraient-ils faire pression pour qu'ils fassent front commun sur un minimum de mesures sociales et environnementales? Sans ça, les conservateurs risquent d'être réélus.

Naomi Klein, elle, ne met pas l'accent sur les stratégies électorales. «Mon espoir est avec les peuples, a-t-elle dit à CBC récemment. Le capitalisme abîme progressivement la planète, spécialement les gouvernements néo-libéraux comme Harper au Canada. Mais moi, mon espoir est dans les mouvements de gens ordinaires, partout au monde. Des gens de diverses cultures qui s'éveillent à la destruction. Et qui résistent.»

Le capitalisme est ciblé crûment dans ce livre, un peu plus que dans *No Logo* et *La Stratégie du choc*. Son sous-titre est : *Capitalism vs. The Climate*. Les précédents traitaient surtout des conditionnements subis par les humain... ici, c'est la planète elle-même, la biosphère, qui est la grande victime. L'écologiste en Klein prend le dessus. Elle nomme le capitalisme comme son ennemi, et je dirais qu'elle essaie de structurer un éco-socialisme.

Car son background est intéressant, il nous en dit pas mal sur elle. De Naomi Klein, je pense qu'on pourrait dire: *She's socialism's daughter*.

Klein est née à Montréal à l'époque de la Crise d'octobre, en 1970. Tout autour, le Québec créait son grand mouvement indépendantiste, socialiste, féministe. Sa mère, Bonnie Sherr Klein, à l'ONF, faisait son film sur l'industrie du sexe, *Not a Love Story*. Son père était médecin. Les parents avaient fui les États-Unis avant la naissance de Naomi; raison, le Vietnam. Autour de l'adolescente tournait: *Girls just Want to have Fun*. Tournait: *Talkin' about a Revolution* (sounds like a whisper). Tournait: *Une sorcière comme les autres*.

### De fortes influences, ça.

Une étape cruciale pour Klein, c'est son départ pour l'Université de Toronto. Elle dirige *The Varsity*. Sous son égide, le journal étudiant est un journal de combat.



Elle épouse Avi Lewis, qui est le petit-fils de David Lewis, grande figure néo-démocrate des années 1930-1970. Le couple collabore sur un documentaire, *The Take*. La «prise» en question, la *toma*, c'est l'occupation des usines en Argentine par leurs ouvriers, quand les capitalistes les ont abandonnées lors de la crise financière. Dans *The Take*, nous voyons la journaliste Klein en fine renarde, abordant les patrons avec «grand respect» pour les faire parler.

Comme d'autres militants-nés, militants-exténués, les Klein-Lewis ont attendu avant de faire des enfants. Mais il y a trois ans est né un petit gars appelé «Toma». Ce nouveau livre de Naomi lui est dédié. «C'est vrai, dit Klein, quand je suis devenue une maman, toute cette question de l'avenir climatique de la terre est devenue plus réelle pour moi.»

Elle écrit: «J'ai moi-même été dans le déni concernant le réchauffement du climat, trop longtemps (...) Et puis à Genève en avril 2009, j'ai rencontré l'ambassadrice de la Bolivie à l'Organisation mondiale du commerce, une femme surprenamment jeune, Angélica Navarro Llanos (...) La Bolivie dépend des glaciers pour son eau, m'a-t-elle expliqué, et ses montagnes blanches devenaient de plus en plus grises et brunes, même si la Bolivie n'a presque rien fait pour contribuer au réchauffement (...) Elle pouvait réclamer des dédommagements pour ce qu'elle perdait... Après cette conversation je ne craignais plus de lire les rapports scientifiques sur la menace à notre climat.»,

Dans This Changes Everything, la lutte contre les carburants fossiles - charbon, pétrole, gaz - est le constant leitmotiv. Ce sont ces trois énergies qui sont les accusées, dans le réchauffement de la planète. Ce sont elles qui vont inonder des pays et polluer la réserve mondiale d'eau. En Canadienne, Klein a spécialement un œil sur l'immense effort de l'industrie pour mettre en valeur les sables bitumineux autour de Fort McMurray, en Alberta. Mais son œil est partout. Et les

héros et héroïnes sont toujours les communautés qui disent non. L'auteure a le don de l'anecdote qui parle.

À la page 347, elle nous emmène en Roumanie (avec l'aide de la journaliste Luiza Ilie), où des cultivateurs manifestent contre la fracturation que fait la pétrolière Chevron, pour le gaz de schiste.

«Pouvons-nous vivre sans eau?», scandent les paysans anti-fracking dans la ville de Pungesti.

«Non!»

«Pouvons-nous vivre sans Chevron?»
«Oui!»

Dans la Bible, Naomi est une mère. Elle et sa belle-fille Ruth ont perdu leurs hommes. Elles retournent chez elles, découragées. En hébreu, naomi veut dire plaisante, mara veut dire amère. «Je n'ai plus ma joie, dit la Naomi de la Bible, je m'appelle désormais Mara.»

La Naomi d'aujourd'hui est différente. Elle est une non-découragée. Elle n'est pas à veille de changer son nom pour Mara.



Manifestation forcée par la police de marcher sur le trottoir, le 21 septembre.

### La capitale anti manifs

Par Lynda Forgues

Le 21 septembre, Stop Oléoduc Capitale-Nationale appelait à un rassemblement local devant l'Assemblée nationale, à l'occasion de la Marche mondiale pour le Climat. Le matin même, l'organisation a décidé de mettre en branle, après les discours, une courte marche jusqu'au ministère de l'Environnement; afin de respecter le règlement municipal en vigueur depuis juin 2012 à Québec, ils ont donc contacté la police afin de remettre leur itinéraire.

Quand l'organisation a demandé l'autorisation, on leur a répondu «qu'on n'avait pas les effectifs pour encadrer leur manifestation dans la rue», et pire encore, que «si une seule personne mettait le pied dans la rue, ce serait l'organisation qui aurait la contravention.» Bien sûr, les responsables ont donc veillé à ce que les participantEs ne contreviennent pas aux directives. Encore heureux que ce fut une courte marche, un long chapelet de centaines et centaines de marcheurs s'éternisant sur les trottoirs, ça ne peut aller bien loin. La police avait suffisamment d'auto-patrouilles pour bloquer les rues, comme on peut le voir sur la photo, mais c'était «insuffisant» pour escorter une vraie manif.

#### Des voix dénoncent

Dès le lendemain, la Ligue des droits et libertés section Québec, le REPAC et Stop-Oléoduc Capitale Nationale ont dénoncé par voie de communiqué «les restrictions abusives au droit de manifester et l'arbitraire exercé par les policiers de la Ville de Québec».

«C'est scandaleux, le SPVQ utilise de faux prétextes pour intimider les organisatrices et organisateurs de manifestations. Il est très clair pour nous que le SPVQ cherche, par-là, à décourager les gens de manifester dans la rue.» a déclaré Vania Wright-Larin, porte-parole du RÉ-PAC 03-12.

Depuis juin 2012, divers groupes et individus ont protesté contre ces nouveaux articles du Règlement sur la paix et le bon ordre brimant notamment le droit de manifester et s'en remettant à l'arbitraire policier. Les porte-paroles de la loi et l'ordre leur ont toujours dit: «vous n'avez qu'à demander l'autorisation ». Sous-entendu: on vous la donnera. On voit bien que ce n'est pas le cas.

#### Les chiffres de la police

Le service de police de la Ville de Québec, via Le Soleil, a donné sa propre position sur le sujet en déclarant que 308 rassemblements auraient eu lieu depuis l'entrée en vigueur de ce règlement, le 22 juin 2012. De quoi parle-t-on ici? Quels rassemblements? S'agit-il ici de tous les «événements spéciaux» nécessitant une autorisation? Carnaval, festivals, cabane à sucre à Place d'Youville, etc.? Ce ne sont sûrement pas 308 manifestations pour 800 journées, ou on se serait rendu compte que ca bougeait dans la capitale. François Moisan, porte-parole au SPVQ, a le don de jouer avec les chiffres pour leur faire dire n'importe quoi. Il admet aussi avoir suggéré de changer l'itinéraire. Il affirme trouver «un trajet qui leur donnerait quand même une visibilité.» Quand même... La manifestation du 5 septembre dernier, qui a suivi la mort brutale de Guy Blouin sous les roues d'une autopatrouille, s'est terminée par 9 arrestations; faisaitelle partie des rassemblements «tolérés» par le SPVQ? Rappelons que notre distingué chef de police, Michel Desgagné, a déjà conclu que ce cas était un accident, alors que l'enquête, menée par d'autres, n'est pas encore terminée. Quelle rigueur sous-tend un travail d'enquête lorsqu'on décide à l'avance de la conclusion qui en sera tirée?

### Conseil municipal

Au Conseil municipal du 6 octobre dernier, des citoyens ont relancé les élus à ce sujet. L'arrogance habituelle du maire Labeaume ne les a pas découragés. Un des citoyens présents a même questionné le premier magistrat sur sa méprisante attitude. Quoiqu'il en soit, ce vain exercice a permis à la population d'avoir la confirmation, pour qui aurait eu des doutes, de la totale adéquation entre les partis municipaux au sujet du chef de police: le pouvoir est fier de Michel Desgagné. Et ledit chef est fier de sa manière de contrôler les foules, comme il l'a encore déclaré au Devoir, il y a quelques jours. «Sans raison autre que les préjugés, les actions de certains groupes - les jeunes, les marginaux restent donc apparentées à des gestes criminels, et traitées comme tels», comme le soulignait Josée Boileau.

Labeaume a dû, tout de même, se résoudre à prétendre qu'il s'informerait au sujet de la manifestation du 21 septembre qui a été forcée de marcher sur le trottoir. Bien sûr, «il n'était au courant de rien». Certains communiqués de presse ne se rendent pas jusqu'à la mairie.

### La vie commence à 40 ans!

Nous aurons eu droit à une soirée des plus réussies, le 20 septembre dernier, alors que près d'une centaine de personnes de différentes régions et de différentes époques avaient envahi le sympathique Tam-Tam Café, pour célébrer dans la joie et la bonne humeur les retrouvailles du 40<sup>ème</sup> anniversaire de Droit de Parole.

Ainsi, les gens présents ont pu s'imprégner d'une ambiance faite de légèreté, de rires, de bonne bouffe, de mousseux à volonté et de musique festive pour célébrer 40 ans de presse indépendante et alternative.

Il y eut des performances très appréciées de la poétesse d'Hélène Matte (Je suis ma langue), du St-Jean-Baptiste Country Club et des légendaires musiciens du Rêve du Diable.

De même, il faut souligner la participation des membres du collectif Subvercité venus parler de la campagne pour le transport en commun gratuit et de la militante Véronique Lalande, qui a témoigné de l'importance de Droit de parole dans les luttes citoyennes.

L'équipe de Droit de parole tient à remercier la Caisse d'économie solidaire et le bureau d'Agnès Maltais, sans lesquels les festivités du 40e du journal n'auraient pas été possibles.







Le St-Jean-Baptiste Country Club, au Tam-Tam Café.

PHOTO D-MAX SAMSON

### **Blues nuit**

Par Nathalie Côté

La peintre Klody Tremblay expose ses tableaux récents, quelques 18 pièces peuplées de chanteurs de blues et de jazz et de leurs instruments, guitares, saxophones, contrebasses. L'artiste n'en est pas à ses premières explorations picturales en lien avec la scène musicale et peaufine ici cette série inspirée.

Quelques tableaux, ponctués de flèches et autres signalisations, rythment les compositions de rouges, bleus et noirs. On apprécie aussi les collages de dentelles et de fragments de tapisseries, même si le résultat est parfois incertain, la plupart de ses collages dégagent une ambiance chaleureuse.

Pour l'artiste, «le blues, c'est bleu comme la nuit». En fait, cette dernière série sur la musique et ses acteurs, témoigne de la fascination de la peintre pour la bohème et pour ceux et celles qui la vivent. La bohème comme une des façons de résister au conformisme.

«Beat goes on», de Klody Tremblay jusqu'au 8 novembre prochain au Foubar, 525, rue Saint-Jean.



Klody Tremblay.



Conseiller en sécurité financière Conseiller en assurances collectives

➤ Assurance Collective

- ➤ Assurance Salaire
- Assurance Vie
- ➤ R.E.E.R Collectif
- ► R.E.E.R

505 14° Rue Québec, Qc. G1J 2K8 Tél.: (418) 529-4226 Fax: (418) 529-4223

Ligne sans frais 1-877-823-2067

**Culture et livres** Octobre 2014 **Droit de parole** 7

### bibli®terre

Les AmiEs de la Terre de Québec | www.atquebec.org

### La tyrannie de la valeur

La crise économique de 2008 a suscité un « renouveau» du discours critique sur le capitalisme. Mais pour les auteur-e-s de La tyrannie de la valeur, cela n'a pas pour autant donné lieu à un approfondissement de la théorie critique, si bien que la crise actuelle du capitalisme s'accompagne d'une crise de l'anticapitalisme, prenant la forme d'une carence théorique.

L'essentiel de ce discours critique, comme celui des mouvements de type Occupy, demeure superficiel en se limitant à une approche subjectiviste dénonçant l'élite du «1%» et des «vilains» banquiers. Le grand mérite du courant dit de la « critique de la valeur » (Wertkritik) est d'effectuer un retour au texte de Marx afin d'en dégager une critique substantielle et de retrouver, par-delà le Marx économiciste et subjectiviste, le Marx philosophe et sociologue. Le capitalisme est ainsi abordé comme un «fait social total», et de sa critique ressort la nécessité d'instituer d'autres formes de médiations sociales et d'autres institutions que celles qui consolident la domination fétichiste du travail, de la marchandise et de la valeur sur la vie, la société et la nature.

La tâche prioritaire de la théorie critique est donc double: d'abord comprendre de manière critique les médiations fétichisées du capitalisme, puis penser ce que pourraient être des médiations non aliénées. C'est à ce projet que La tyrannie de la valeur entend contribuer afin d'approfondir et de renouveler le discours de la théorie critique.

Avec des textes d'Yves-Marie Abraham, Marie-Pierre Boucher, Pierre Dardot, Jean-François Filion, Franck Fischbach, Anselm Jappe, Gilles Labelle, Eric Martin, Louis Marion, Jacques Mascotto et Maxime Ouellet.



Sous la direction de Éric **Martin, Maxime Ouellet** La tyrannie de la valeur, Débats pour le renouvellement de la théorie critique Les Éditions Écosociété Année: 2014 280 pages

### Libres d'apprendre

Objet d'un large consensus parmi les protagonistes de la Révolution tranquille, la gratuité scolaire est aujourd'hui généralement considérée comme une proposition politique marginale, voire utopique. Portée par des milliers de personnes au printemps 2012, cette revendication est souvent jugée irréaliste dans le contexte budgétaire actuel. Comment a pu s'opérer un tel glissement?

Compte tenu de la marchandisation grandissante des universités, la gratuité des études supérieures n'a pourtant jamais été aussi pertinente. C'est ce que cherchent à démontrer les auteur.e.s rassemblé.e.s dans cet ouvrage, chacun.e livrant son plaidoyer selon sa génération, son domaine et sa sensibilité. Unissant leurs voix, ils et elles rappellent qu'instaurer la gratuité scolaire, c'est permettre à tous et toutes d'être libres d'apprendre.

En guise d'épilogue, l'intellectuel étastunien Noam Chomsky décrit d'ailleurs ce qui attend le Québec s'il s'entête à reproduire les erreurs de ses voisins du Sud en matière d'éducation supérieure. Il rappelle du même souffle la nécessité de lutter pour une éducation libre et publique.

Ces vibrants plaidoyers pour la gratuité scolaire constituent un formidable antidote aux discours d'austérité ambiants. Un pavé dans la mare qui nous invite à aller à contre-courant du «chacun pour soi», en faisant le choix d'une éducation émancipatrice et démocratique.

Avec des textes de Normand Baillargeon, Anne-Marie Boucher, Noam Chomsky, Marie-Claude Goulet, Philippe Hurteau, Micheline Lanctôt, Widia Larivière, Eric Martin, Melissa Mollen Dupuis, Lise Payette, Francine Pelletier, Julia Posca, Yvon Rivard, Michel Seymour et Simon Tremblay-Pepin.. Préface de Fred Pellerin.



Sous la direction de **Gabriel Nadeau-Dubois** Libres d'apprendre, Plaidoyers pour la gratuité scolaire Les Éditions Écosociété Année: 2014 200 pages

### L'économie participaliste

Depuis l'échec du communisme soviétique, très peu de solutions économiques ont été proposées pour remplacer le capitalisme. Dans la dernière décennie, toutefois, la gauche radicale s'est remise à formuler des propositions sérieuses pour une organisation plus démocratique et égalitaire de l'économie. L'économie participaliste (ou «écopar»), développée aux États-Unis par Michael Albert et Robin Hahnel, est l'une des plus convaincantes.

Pascal Lebrun offre au public francophone la première synthèse présentant l'économie participaliste. Il expose ses fondements philosophiques, théoriques et idéologiques ainsi que son fonctionnement. Procédant du même souffle à son analyse critique, il établit dans quelle mesure l'écopar peut véritablement contribuer à l'avènement d'une société libre, viable économiquement et écologiquement.

«Une proposition comme celle que vous allez

découvrir dans ce riche ouvrage est un précieux antidote contre le sectarisme, le nihilisme, le cynisme. » (Normand Baillargeon)



Pascal Lebrun L'économie participaliste, une alternative contemporaine au capitalisme Les Éditions Lux Année: 2014

300 pages

### Renauderie

## La poubelle

**Par Renaud Pilote** 

Curieux comme tous ne voient par la poubelle du même œil. Pour l'ado en crise, elle est ringarde, hypocrite (le monde est devenu un vaste dépotoir anyway), moralisatrice, bref: bonne à flamber. Pour l'itinérant, elle est source de revenu, de chaleur, elle est cette amie qui l'attend nuit et jour au coin de la rue. Pour l'éboueur, elle est routinière, inodore et toujours trop pleine. Pour l'étudiant en sciences sociales, elle est la surconsommation, la corne d'abondance et est surtout très économique. Pour le maire, elle est le symbole de sa réélection et c'est une alvéole essentielle dans le poumon de sa ville. Pour la mère, elle est la principale raison pour laquelle les pique-niques au parc en famille sont possibles, littéralement. Pour la radio, elle est sa honte, son fond du baril, sa liberté, son cancer. Quant à l'homme d'affaires pressé, elle est pour lui facultative et si elle n'est pas devant lui à la seconde, elle n'existe tout simplement pas.

Mais cette poubelle qu'en général on ne remarque dans le décor que si on la cherche pour s'en servir, je serais tenté de dire qu'on la tient parfois trop pour acquise. Imaginons avoir été contraints d'enlever les poubelles du centre-ville pour, disons, un après-midi, sorte de Journée sans ma poubelle impromptue. Sans trop le voir venir, nous ressentirions à la suite d'une barre de chocolat (innocemment achetée) une pointe d'inquiétude, un chatouillement de panique jumelé avec, en bouche, un petit goût de n'y-revenez-pas. Le déchet à la main, nous continuerions notre conversation de pause Kit-Kat comme si de rien n'était, jetant des regards furtifs aux alentours, incrédules à l'idée «qu'elles» aient toutes disparues. Avoir été seuls, nous ne nous serions pas trop posé de questions: d'un coup de pied, nous aurions envoyé au diable cette boulette d'aluminium dans une ruelle sombre; mais la ville est moderne (caméras de surveillance, présence policière massive, etc.) et l'interlocuteur est justement un écolo formé à la bonne école... Ce papier froissé, nous sommes malheureusement collés avec, dans la poche arrière de nos jeans. Il y a pire, j'en conviens, mais ce serait tout de même un moment un tantinet dégueu.

Deux heures plus tard cependant, nous constaterions que notre peur de représailles n'avait été qu'une chimère personnelle découlant d'une naïveté risible, car l'accumulation d'ordures fraîches sur les trottoirs s'avèrerait flagrante. Les citadins n'auraient pas perdu de temps à s'adapter à leur nouvel environnement. Des monticules multicolores s'étant formés ici et là, des gommes à mâcher sous les semelles s'étant engluées sans crier gare: «Rebutant!» nous dirions-nous, navrés. Et cette odeur, qui ne ferait qu'empirer...

Laissons là ces vaines rêveries. Nous avons assez de cauchemars à gérer concernant la gestion des déchets à l'échelle mondiale pour songer à une Place Jacques-Cartier sans poubelles municipales. Les poubelles sont là, elles ne partiront pas. C'est bien la dernière chose que nous chérirons, en fait, lorsque le fleuve débordera de plastique. Nous nous réfugierons alors (l'ado, l'itinérant, l'éboueur, le maire et cie) sur les Plaines pour assister au spectacle, la paille au bec et les pieds dans l'herbe tendre, non loin d'une poubelle verte.



# Carnet mondain

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur reseauforum.org

#### **15 OCTOBRE**

### Écologie et pauvreté

Le Centre justice et foi et les AmiEs de la Terre de Québec présentent L'écologie populaire face à la destruction environnementale. À 19h, au Centre Frédéric-Back, Salle Michel-Jurdant, 870 Salaberry, salle 322.

#### **16 OCTOBRE**

### Prostitution ou travail du sexe

Café rencontre pour femmes seulement. À 19h30, au centre des femmes de la basse-ville, 380 St-Vallier Ouest. Gratuit.

### 16 OCTOBRE

#### Vigile lors de la journée porte-ouverte de Trans-Canada

Trans-Canada rencontre les collectivités pour vendre sa salade. C'est l'occasion d'aller dire ce qu'on pense de leur projet de transport du pétrole! À 16h au Centre Raymond-Blais, 6 rue Olympique à Lévis.

### 16 OCTOBRE

### Poussière toxique au Port de Québec

Soirée d'information avec Raymond Côté, député du NPD de Beauport-Limoilou. En présence de Véronique Lalande. Pour info: 418 663-2113. À 19 h au Centre Horizon, 801, 4<sup>e</sup> rue.

### 17 OCTOBRE

### Nuit des sans-abris

À partir de 17h, à la Place de l'Université du Québec. Soupe, animation, musique et feu de solidarité, jusqu'à 2h du matin.

#### **20 OCTOBRE**

### Appel à une mobilisation contre l'austérité

Devant l'Assemblée Nationale à 9h.

#### 22 OCTOBRE

La Palestine, l'espoir Conférence de Loay Essabawi, militant palestien. À 15h au café étudiant du CEGEP Lévis-Lauzon. Local D-136, 205, Mgr Bourget.

#### 24 OCTOBRE

### Transformer le gris en multicolore

Événement bénéfice pour la maison des femmes, avec le lancement de l'album Transformer le gris en multicolore de Zaza La Terreur. 30\$ le billet, 418 522-0042. À 17h à l'AgitéE, 251, boul. Dorchester. Sur Saint-Vallier

#### 27 OCTOBRE

#### Commission populaire sur la répression politique

Cette commission donne la parole aux victimes et aux témoins de répression politique depuis 1990. Dès 10h à la Maison de la coopération de l'économie solidaire de Québec, 155 boul. Charest Est. Le public est invité à assister. Pour témoigner: temoignages@cprp.info.

#### **30 OCTOBRE**

### Lancement de la BD de Bertrand Dugas

Lancement de l'album « Éloi et Éloise dans Luca le Béluga » et exposition des illustrations. À 18h, à la galerie Sherpa, 130 Charest Est.

### 31 OCTOBRE

### Manifestation contre l'austérité

Rassemblement à Montréal organisé par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Transport de Québec vers Montréal. Départ à 7h30 du RÉPAC 03-12 (275, rue du Parvis). Pour réserver une place, contactez l'ADDS-QM au 418 525-4983. Pour les alternatives à l'austérité: www.nonauxhausses.org.



## QUE FERIEZ-VOUS SI VOUS N'AVIEZ PLUS LES MOYENS DE VOUS FAIRE SOIGNER?

Les services publics sont essentiels à la redistribution des richesses. Les hausses de tarifs et les coupures dans les services publics appauvrissent non seulement les personnes en situation de pauvreté, mais aussi la classe moyenne.



# Avis de convocation

Assemblée générale annuelle de Communications Basse-ville (journal Droit de parole), mercredi le 12 novembre 2014 à 19h, au 266, rue Saint-Vallier Ouest à Québec.

Les membres sont convoqués à l'assemblée générale annuelle de Communications Basseville, société éditrice du journal Droit de parole depuis 1974, le mercredi 12 novembre 2014 à 19h au 266 Saint-Vallier Ouest (siège social de Communications Basse-ville).

Les membres présents à l'assemblée générale annuelle prennent acte des rapports financiers et des rapports d'activités des administrateurs et des administratrices de la société. Ils votent le plan d'action et les prévisions budgétaires pour l'année à venir et élisent les membres du conseil d'administration.

Au plaisir de vous retrouver le 14 novembre,

Richard Amiot Vice-président

### Ordre du jour

- 1- Ouverture et nomination à la présidence et au secrétariat.
- 2- Lecture et adoption de l'ordre du jour
- 3- Lecture et adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 13 novembre 2013.
- 4- Présentation et adoption du rapport d'activités 2013-2014
- 5- Présentation et adoption du plan d'action 2014-2015
- 6- Présentation et adoption des états financiers 2013-2014
- 7- Présentation et adoption des prévisions budgétaires 2014-2015
- 8- Nomination d'un vérificateur
- 9- Élections des administrateurs et des administratrices
- 10-Varia
- 11- Levée de l'assemblée.